

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES
ET PÉPINIÈRES
(SARTHE)**

(31 mai 1974)

(Etendue par arrêté du 15 octobre 1975,
Journal officiel du 21 novembre 1975)

■ *Journal officiel* du 2 septembre 2005

Arrêté du 24 août 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticolas et les pépinières du département de la Sarthe

NOR : *AGRFO501966A*

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'article L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 15 octobre 1975 portant extension de la convention collective de travail du 31 mai 1974 concernant les exploitations horticolas et les pépinières du département de la Sarthe et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 17 novembre 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 1^{er} avril 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 55 du 17 novembre 2004 à la convention collective de travail du 31 mai 1974 concernant les exploitations horticolas et les pépinières du département de la Sarthe sont rendues obligatoires pour

tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion de l'article 20 (Travail du dimanche et des jours fériés), tel qu'il résulte de l'avenant, comme contrevenant aux dispositions de l'article L. 714-1 du code rural.

Le paragraphe C de l'article 29 (Mensualisation), tel qu'il résulte de l'avenant précité, est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 212-16 du code du travail relatif au régime applicable à la journée de solidarité.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 31 mai 1974 précitée.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 août 2005.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/10 en date du 9 avril 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.